

Les chocs externes et leurs répercussions sur le développement économique de l'Algérie

External shocks and their impact on the economic development of the Algeria

Nadjia Berkane* Ep.ARFA

Universit of Algiers 3

Faculté des Sciences Economiques des Sciences Commerciales et de Gestion/

Email : nadiaberkane@hotmail.com

Date de soumission : 01/07/2019

Date d'acceptation : 18/02/2020

Résumé:

L'économie de l'Algérie puise son développement de la rente pétrolière. Mais sachant que cette ressource tend à se raréfier il est devenu indispensable de diversifier notre économie ainsi que les exportations. A cet effet, la perturbation des prix des hydrocarbures va à l'encontre du lancement de nouveaux projets d'investissements, rend l'économie vulnérable et agit négativement sur le volume des réserves internationales. Le recours aussi au financement non conventionnel est une démarche actuelle pour le financement et le dégel de certains projets d'investissements en suspens. Ceci étant, l'économie au niveau mondial connaît et traverse des crises ce qui induit une baisse des importations de certains pays, ceci réitère la nécessité de trouver d'autres sources de financement de l'économie notamment celle tracées dans les objectifs 2019-2030.

Mots clés : reformes; crises; économie de marché; développement ; économie de rente ;

Abstract

The economy of Algeria draws its development from oil revenues. But knowing that this resource tends to dwindle it became necessary to diversify our economy and exports. For this purpose, the disruption of oil and gas prices goes against launching new investment projects, makes the economy vulnerable and has a negative impact on the volume of international reserves. Also non-conventional financing is a current approach for financing and the unfreezing of some outstanding investment projects. However, the economy at the world knows and cross level crises which induced a decrease of imports from certain countries, this reiterates the need to find other sources of economy financing including the one drawn in the objectives 2019-2030.

Keywords: reforms; crisis; market economy; development; income economy;

* Auteur correspondant BERKANE NADJIA Email : nadiaberkane@hotmail.com

Introduction

Le trajet de l'économie algérienne est cantonné par plusieurs étapes dont le but principal est la sauvegarde de la souveraineté nationale, la création de richesse et l'assurance d'un développement économique durable. Après une période dite de gestion socialiste ,jusqu'à 1982, calqué sur le modèle de l'union soviétique (à l'époque), donnant priorité à l'industrie lourde ,mais aussi à l'agriculture (la révolution agraire), l'autonomie et la restructuration organique des entreprises publiques nationales ont été parmi les priorités soulignées dans les plans de développement à partir de 1988 .C'est un début d'ouverture voire une nouvelle vision de l'avenir, une mutation d'une économie administrée vers une économie dite de marché .Cette initiative est le résultat du fait que la majorité des Entreprises Publiques Nationales connaissaient un déséquilibre financier et frôlaient le déficit .Il fallait absolument y remédier pour éviter l'engouement financier et la crise sociale. Cependant, étant donné que la rente pétrolière constitue l'apport principal de notre économie ,la crise de 1986 et la chute vertigineuse et la détérioration des prix des hydrocarbures ont été un frein non négligeable à la non concrétisation des objectifs tracés. D'autres réformes suivirent, notamment dans le système financier voire la promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit et les lois modificatives, pour clarifier les principales fonctions du système bancaire et souligner les prérogatives de la Banque Centrale, devenue Banque D'Algérie.

L'année 1990 est une année charnière, dite de transition mais dont les tracés demeuraient difficiles à se concrétiser et à se matérialiser face à l'instabilité des prix des hydrocarbures. Pour pallier aux aléas de cette crise sans précédent (l'Algérie a frôlé la cessation de paiement en 1990/94) et concrétiser les programmes d'assainissement des entreprises Publiques Economiques, il est décidé de recourir aux institutions internationales et, au fonds monétaire International entre autres. Cette démarche avait pour objectifs la stabilité macroéconomique, le soulagement du déséquilibre des finances publiques et pallier la volatilité des prix de pétrole. Cependant, l'adoption d'une rigueur budgétaire telle dictée par le FMI a eu un effet négatif sur la situation économico-sociale .On assiste dès lors, à une augmentation du taux de chômage suite à l'assainissement ou la liquidation de certaines Entreprises Publiques Algériennes. L'augmentation de nouveau, des prix des hydrocarbures offre de nouvelles perspectives de « relance de l'activité économique, de l'investissement qui entrainera une relance de l'emploi, une relance aussi bien de l'offre que de la consommation » (Bouzidi 1999-P164) ¹

Ainsi nous assisterons à différents programmes de relance lesquels chevaucheront avec les fluctuations des prix des hydrocarbures et un nouveau modèle de croissance est voté en 2016 portant sur une perspective de relance économique hors hydrocarbures dont certains objectifs ont pour trajectoire 2019 et d'autres pour l'horizon 2030. Les principaux éléments de bonne politique économique repose essentiellement sur la stabilité macroéconomique. Aussi, des efforts considérables sont observés, pour assoir une politique de développement prospère. Par ailleurs ,nous constatons sur le plan international des crises répétées 'La fin du XXe siècle et le

début du XXI^e siècle sont marqués par un grand nombre de crises financières de diverses natures : krach de 1987, crise du système monétaire européen de 1992-1993, crise asiatique de 1997 suivie en 1998 par la crise brésilienne, la crise russe et la crise argentine, krach des valeurs technologiques en 2001 et bien sûr, la fameuse crise des subprimes en 2007 qui s'est muée en une crise bancaire et financière mondiale, aux conséquences sévères sur la croissance économique mondiale » (Jésabel Couppey-Soubeyran 2012.p299)². La crise de 2008 est une crise double, partie de l'éclatement de la bulle immobilière, pour des raisons bancaires et financières, et élargie peu à peu à tous les acteurs de la finance. Et certains pensent que notre pays n'est pas complètement isolé de la sphère mondiale et pourrait être économiquement affecté. Ceci nous laisse soulever la problématique suivante :

Comment les autorités algériennes envisageraient la concrétisation des objectifs de croissance dans un environnement économique nationale et internationale instable ?

Et souligner la question subsidiaire : -quelles sont les principales retombées des crises financières sur l'économie algériennes.

Pour ce faire, nous allons répartir notre travail sur trois créneaux :

1/ La période allant de 1990/2000 : la mise en œuvre des réformes orientées vers l'économie de marché.

2/ De 2000 à 2010 : les indicateurs économiques favorables au développement économique.

3/ De 2010 à 2018 : les tracés d'une nouvelle vision de l'avenir

1. La période allant de 1990/2000 : La mise en œuvre des réformes orientées vers l'économie de marché.

1.1 Vers une organisation constructive de l'Entreprise Publique Economique

La restructuration organique et financière des entreprises s'offraient comme une première étape des réformes. Ceci avait permis, dès 1986 à la clarification, entre autres, du rôle du système bancaire et à une réorientation de l'économie qui s'avère indispensable pour parachever les différentes réformes et répondre aux besoins de financement des entreprises déficitaires.

En effet, Les réformes bancaires, sont jalonnées par la promulgation de la loi bancaire de 1986 définissant les fonctions bancaires et cantonnées en 1990, par la promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit (LMC) marquant ainsi, la commercialité des banques et visant l'application des règles de l'économie de marché. Une économie de marché est un système économique qui s'organise autour du marché et qui repose principalement sur les lois du marché, notamment celle de l'offre et de la demande, pour réguler les activités économiques, une économie de marché naît de la réalisation d'un équilibre entre l'offre et la demande dans un environnement concurrentiel, par un ajustement du niveau des prix et du niveau de rémunération des facteurs de production.. Mais l'application de ces règles demeure peu probable étant donné l'environnement économique-social du pays. L'assainissement financier des

banques fut procédé en parallèle avec celui des entreprises pour apurer leur portefeuille. Aussi est procédé à la restructuration des banques ainsi que l'assainissement progressif de leurs actifs.' Il s'agit en ce sens de trouver la solution plausible pour créer de la richesse et favoriser le développement économique du pays tout en maintenant un certain équilibre et un niveau de croissance favorable. Le choix de la politique à suivre demeure cependant difficile étant donné l'engouement et l'écart entre les objectifs à atteindre et les moyens disponibles de l'heure.

1.2 Une situation macro-économique critique

Les autorités publiques ne pouvant faire face, et toujours dans le cadre d'une relance économique, d'une protection sociale et d'une stabilité financière se voient obliger d'entamer une procédure d'ajustement structurel. « L'objectif est d'aboutir à une économie moderne diversifiée, plus armée pour une ouverture sur le monde. L'ajustement est d'abord une nécessité interne qui découle de la situation de l'économie algérienne et non d'un traitement qui est imposé par l'extérieur... Il est utile sinon indispensable que ce programme reçoive le soutien du Fonds Monétaire International (Keramane 1994.p10).³ Un premier accord Stand-by est signé avec le FMI et mis en œuvre entre avril et mai 1995, suivi d'un accord de facilité de financement élargi 1995-98 en parallèle avec un programme d'ajustement structurel. Parmi les principaux objectifs c'est de procéder au désengagement progressif de l'Etat et faciliter la transition.

Le plan de l'ajustement structurel est dicté par le FMI au pays dont la balance des paiements est en déséquilibre et préconise en ce sens des mesures correctives d'ordre budgétaire, fiscal et commercial. A savoir le déficit budgétaire atteint 168.3milliards en 1993.

En effet les entreprises publiques algériennes connaissent une période très difficile alourdi par un déficit chronique. Le secteur le plus touché par la crise est le secteur industriel qui a fait l'objet d'une lourde restructuration. Par l'application des conditions des instances financières principalement du FMI/Banque Mondiale et avec le programme PAS plusieurs entreprises furent liquidées et d'autres subirent la restructuration. Ces mesures sont loin d'être positives pour le marché de l'emploi car le nombre de travailleurs mis dehors ou compressé vient alourdir les statistiques.

Durant cette période, il est constaté des pertes d'emplois entre 1992 et 1995 de 23000 et de 50000 en 1996. A cet effet, la législation du travail a subi en 1989 et 1995 de profondes modifications.

'En 1990, pour la première fois en Algérie, le solde net des créations d'emplois a été négatif ; l'Algérie a perdu par rapport à l'année 1989 près de 150 000 emplois...Ce moment coïncide avec, d'une part, la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel et la transition de l'Algérie vers l'économie de marché et d'autre part, avec la perte de confiance des entreprises publiques en un éventuel retournement de la conjoncture'. (Medjkoune .1988.p155)⁴

La situation économique oblige la suppression progressive du soutien des prix à la consommation et à la production (à l'exception de certains produits dit de première nécessité). Le tableau suivant démontre l'importance du taux de chômage en Algérie durant la période de l'application des accords du FMI :

1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
32%	39%	39%	39%	39%	41%	42%	38%	38%

Tableau N° 1 : Taux de chômage selon les statistiques du FMI:

Source : Benissad M.E– la Réforme économique en Algérie O.P.U 1989. p 205et 215.

De 1993 à 2002, la croissance du PIB a été de 2,3% alors qu'à la même période la population active croissait de 3,4%.

La croissance a atteint environ 2% en 1994, en quatre ans, le taux d'inflation a été multiplié par quatre ; il a atteint 35% en 1994. Dès le début de l'année 1993 avec la mise en œuvre du Plan National 93/97 cinq catégories d'actions sont envisagées (Media- Bank.1996.p6) ⁵ :

- Maîtrise des opérations du commerce extérieur et leur adéquation aux objectifs de croissance de la production.
- De la préparation de la relance à terme de l'économie.
- L'organisation de la production du pouvoir d'achat des catégories sociales défavorisées.
- De la lutte contre les tensions inflationnistes.
- De la mise en œuvre des actions et priorité du budget d'équipement pour 1993

Durant la période 1987-1992, la politique monétaire a pris totalement en charge le financement des déficits et des besoins en crédit des entreprises publiques. En d'autres termes, et de fait, il est remarqué une prépondérance du financement de ces entreprises par le crédit et une prise en compte de leur assainissement financier.

Comme souligné précédemment, en 1994, la situation a changé. La signature de l'accord « Stand-by » avec le F.M.I et la mise en place du programme de stabilisation économique a obligé les autorités algériennes à appliquer une politique monétaire restrictive consistant , entre autres, à relever les taux d'intérêt débiteurs donc à inciter les entreprises publiques à recourir de moins en moins au crédit bancaire pour financer leurs activités . D'où un fléchissement du rapport crédits à l'économie / P.I.B à partir de cette date.

A partir de l'année 1994, et avec l'application du programme de l'ajustement structurel, et l'émergence d'un marché financier, la politique monétaire a connu des

restrictions dans le but de réduire l'inflation et tendait vers la stabilisation du taux de change.

Ceci a été facilité par la réduction du déficit budgétaire par rapport au Produit National Brut (soit de 4 point en 1994 et de 3 point en 1995). 'La libération du marché interbancaire en 1994 est conçu comme l'élément central de la réforme bancaire et le mécanisme de mise en adéquation des offres et des demandes de monnaie et de devises' (Media- Bank 1996.p6) ⁶.

Cependant la situation instable sur plusieurs plans à partir de 1993, n'a pas véritablement permis des avancées plus importantes dans la restructuration de l'économie algérienne et l'ouverture du marché algérien. En particulier, les tentatives de cession ou de prise de participation au capital sont restées limitées. De même, l'investissement étranger direct est resté insignifiant.

Durant le premier semestre 1995, et toujours dans le cadre de la poursuite du programme de stabilisation monétaire le solde du Trésor (Oufriha.1998.p183) ⁷ s'est élevé à 16,8 milliards de dinars, les banques ont bénéficié de 33,6 milliards de dinars de décaissements de ce dernier au titre des rachats et des pertes de change. Dans le même contexte, le Trésor a remboursé 53 milliards de dinars à l'égard du système bancaire. Il est aussi remarqué une augmentation des crédits à l'économie de l'ordre de 16% (305,8 milliards de dinars en 1994 et 354,7 milliards de dinars en 1995). Ceci s'explique par des transferts en devises au titre des paiements cash des importations et du désendettement net en devises des entreprises et des banques. Il résulte en ce sens, une diminution des avoirs extérieurs passant de 50,7 milliards de dinars en décembre 1994 à 31,5 milliards de dinars en mars 1995. Il est remarqué que (Bounoua.1994.p.19) ⁸ la politique d'assainissement financier n'a pas pris en charge sérieusement les pertes de change des entreprises suites aux dévaluations excessives du dinar. A titre d'exemple, pour l'année 1993, l'Etat a octroyé 80 milliards de dinars au fonds d'assainissement financier des entreprises publiques, alors que les besoins financiers des entreprises sont estimés pour la même année à plus de 400 milliards de dinars. Et par ailleurs le taux de croissance du P.I.B est :

Tableau N°2 : le taux de croissance du PIB

Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Taux de croissance PIB	-2,1	- 0,9	+ 3,8	+ 3,3	+ 1,2	+ 4,6

Source : A.BOUZIDI Op.cit. . p.55

Le recours à l'instance économique étrangère était une nécessité pour pallier aux différents déficits et éviter que le pays ne parte à la dérive .Tout cela est le fait que le financement de l'économie algérienne repose essentiellement sur la rente pétrolière et il suffit qu'il y ait des perturbations au niveau international en terme de volatilité des prix que cela se répercute sur notre économie comme effet boule de neige créant une avalanche catastrophique.

2. la période allant de 2000/2010 : les indicateurs économiques favorables au développement économique

2.1 Les plans de soutien à la relance

Cette période est marquée par une bonne relance économique suite à l'augmentation favorable des prix des hydrocarbures. Les réserves de changes de l'Algérie ont enregistré une augmentation due principalement à l'envolée des prix des hydrocarbures dépassant les 10 milliards de dollars en 2010.

Malgré une situation économique mondiale critique, le volume des investissements productifs s'est amélioré et on souligne une augmentation considérable des réserves de changes soit un montant avoisinant les 194 milliards de dollars permettant entre autre d'améliorer et prendre en charge la demande sociale et principalement la résolution du problème de l'habitat. Suite à un problème financier de grande envergure qui a mis le système bancaire public en situation critique la loi 90 sur la monnaie et le crédit est modifiée et complétée par l'ordonnance n°03.11 du 26 Août 2003 qui constitue ainsi un nouveau texte de référence pour le secteur bancaire et financier et le suivi rigoureux des différents actes de financement. Cette responsabilité est renforcée par l'ordonnance n°10-04 du 26 aout 2010 modifiant et complétant l'ordonnance n°03-11 suscitée. Une rigueur prise comme lourdeur et entrave pour les jeunes investisseurs.

Par ailleurs, l'année 2001 est marquée par une intervention accrue de l'Etat par l'établissement d'un plan de soutien à la relance économique(PSRE) visant un taux de croissance de 5% à 6%, avec résorption du chômage.

C'est un programme pour la relance économique de près de 7 milliards de dollars, auquel on pourrait ajouter la mise en place d'un fonds de développement des treize wilayat du Sud avec une enveloppe de 25 milliards de DA ; ce programme consiste essentiellement(Medjitna.2004.18)⁹:

- A financer des équipements sociaux,
- A financer les infrastructures y compris celles de la télécommunication,
- A promouvoir l'environnement économique,
- A promouvoir le développement de l'agriculture et le monde rural.

Au cours de l'année 2002, 8822 projets ont été achevés et ont permis la création de 457.431 emplois. De nouveaux dispositifs de soutien et d'aide à la population rurale ont été définis au cours de la même année par le PNDRA (Plan National de Développement de l'Agriculture) et a permis la création de 163.500 emplois.

L'année 2005 a marqué le début du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC). Cet ambitieux programme (2005-2009) prolonge l'action du programme de soutien à la relance économique (PSRE) de 2001 à 2004.

Le taux de croissance moyen est de 5.8% dans les années 2002-2009 avec un taux d'inflation de 2.5% et le taux de chômage serait passé de 27% en 1999 à 10,2% en 2009.Ceci apparait à travers le tableau suivant. :

Tableau N°3 : le taux de chômage

Années	2005	2006	2007	2008	2009
Taux de chômage	15.3%	12.3%	13.8%	11.3%	10.2%

Source : ONS' (Office Nationale des Statistiques)

2.2 L'apport des Banques Nationales dans le financement de l'économie

Le financement de l'économie par le biais de la Banque d'Algérie entre 2000 et 2001 est très faible, dû principalement à la création des fonds de participation qui diminue le recours du Trésor Public aux avances de la Banque d'Algérie.

Il est remarqué conjointement le faible crédit aux Banques et cela apparait à travers les données du tableau suivant :

Tableau N°4 : Financement de l'économie par la Banque d'Algérie

	1998	1999	2000	2001
Financement Banque d'Algérie	325.5	469.8	14.1	-276,3
Dont :				
-concours au Trésor	99.3	159.0	-156.4	-276,3
-credit aux Banques	226.2	310.8	170.5	0
Masse monétaire M2	1.287,9	1.468,4	1659.2	2.071.8
Financement BA/masse monétaireM2	25%	32%	1%	0%

Source : A.Naas.le système bancaire algérien –de la décolonisation à l'économie de marché Edit.Maisonneuve &Larose .2003.P.273

L'année 2008 est marquée par la crise financière mondiale, qui a pour origine, l'effondrement aux Etats Unis d'Amérique, des crédits immobiliers dit « Subprimes » crise aggravée par un manque de liquidité dans les transactions interbancaires qui s'est répercutée internationalement. L'Algérie subit indirectement l'effet de cette crise par le fait que notre économie est constituée principalement par les ressources des hydrocarbures(98% des exportations proviennent des hydrocarbures) étant donné aussi que les transactions se font en partie en dollar américain dont le taux de change est en fluctuation .En ce sens, le prix des hydrocarbures a connu un pic en juillet 2008 à plus de 145 dollars /baril puis a connu une nette détérioration fin décembre 2008 puisque il a atteint les 35 dollars. Ceci est dû à la baisse de la demande au niveau international. « 98% des exportations proviennent des hydrocarbures payés en dollars et 50% d'importation payés en euros et 50% en dollars donc équilibre. Les exportations hors hydrocarbures peinent à atteindre 1 milliards de dollars représentent à peine 2% des exportations dont 50% de ces 2% sont des déchets ferreux et non ferreux. La facture alimentaire a dépassé les 5 milliards de dollars et l'Algérie est le plus gros importateur

de blé (2 milliards de dollars en 2008 l'ayant pour une partie être acheté, affolé et sans prévisions, au moment où le prix avait atteint son maximum »(Mebtoul.2019)¹⁰. Il faut souligner que la volatilité des revenus des hydrocarbures a des conséquences importantes non seulement sur la liquidité des banques et sur la concrétisation des objectifs de la politique monétaire mais aussi sur le développement économique du pays.

En parallèle, il est remarqué une bonne croissance du PIB qui enregistre un pic en 2005 de 5,1% avec une croissance moyenne de 3,5% entre 2000 et 2009.

Tableau N°5 : Le taux de croissance du P.I.B

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Taux de croissance PIB	2.4%	2.1%	4.9%	3%	5.2%	5.1%	2.0%	3.1%	3%	3.9%

Source : Office Nationale des Statistiques(ONS)

En 2010, les crédits à l'économie ont progressé de 12.5%.La croissance du crédit au secteur public est restée à un niveau élevé, tandis que la croissance du crédit au secteur privé (entreprises et ménages) a légèrement baissé sous l'effet d'une baisse du crédit aux ménages à la suite de l'interdiction des prêts à la consommation depuis aout 2009. Cette sérénité fructueuse de l'économie est le résultat de la bonne conduite de trois plans quinquennaux de développement. L'activité des banques a évolué comme suit :

Tableau N°6 : évolution de l'activité des banques (en milliards de dinars ; fin de période)

	Dec.04	Juin-05	Dec-05	Juin-06
Credits du secteur public	859,657	896,719	895,265	846,510
Banques publiques	856,976	895,950	894,924	846,485
Banques privées	2,681	0,769	0,341	0,025
Credits du secteur Privé	674,731	823,045	882,181	957,511
Banques publiques	568,605	690,835	751,029	797,204
Banques privées	106,126	132,210	131,152	160,307
Total des crédits distribués	1534,388	1719,764	1777,446	1804,021
Part des Banques publiques	92,9%	92,3%	92,6%	91,2%
Part des Banques privées	7,1%	7,7%	7,4%	8,8%

Source : Banque d'Algérie

Le total des crédits des banques est passé de 1534,388 milliards de dinars à fin 2004 à 1777,446 milliards de dinars à fin 2005 sachant que le total des ressources est de 2705,372 milliards de dinars à fin 2004 à 2944,536 milliards de dinars à fin 2005. Nous remarquons cependant, un très fort pourcentage de la part des crédits distribués au secteur public. Dans ce contexte, le rapport de la Banque d'Algérie montre qu'une amélioration des fonds propres des banques publiques est constatée durant l'année 2008 atteignant plus de 150 milliards de dinars. De ce fait tous les grands projets d'investissements sont financés par les banques publiques algériennes. Le

renforcement de la capacité d'engagement des banques est soutenu grâce à une ligne de crédits du Trésor Public.

L'année 2006, souligne la contribution de l'Algérie au financement du FMI avec un montant de 5 milliards de dollars sous forme de DTS.

En 2009, l'inflation enregistre un très haut niveau avec un taux de 5.7%, «les réserves de change officielles on atteint 146.23 milliards de dollars à fin juin 2009 alors que la dette a été évaluée à quatre milliards de dollars ...les exportations d'hydrocarbures avaient reculé de manière substantielle en 2009 en registrant 44.41 milliards de dollars soit une baisse de 42.46% par rapport à 2008 »(Laksaci.2010) ¹¹ Le prix du pétrole a augmenté en 2010, avec un prix moyen de 77.5 dollars contre 52.23 dollars pour le premier semestre 2009. A fin juin 2010, les réserves officielles de change s'élèvent à 146.229 milliards équivalent dollars. Pour 2009, le rythme de croissance est élevé atteignant 5.7% voire 6.1% au cours du premier semestre 2009 dû essentiellement à une forte hausse des prix des biens alimentaires et les produits agricoles frais. Le taux d'inflation est de 4%.

Une certaine stabilité macroéconomique est observée en 2010, et selon l'ONS, la baisse du taux d'inflation en Algérie en cette période est le résultat de la décélération du rythme de hausse observée notamment pour les produits agricoles frais.

En général cette période est marquée positive mais il s'agit là que du simple effet de la rente pétrolière, aussi et Selon le rapport de la Banque Mondiale (Banque Mondiale .2014)¹², « l'Algérie devrait œuvrer pour une diversification de son économie à l'instar des ressources des hydrocarbures, soulignant que le PIB par habitant 4.400 dollars en 2010, est l'un des plus élevés dans les pays de la région MENA ». Aussi, les réserves de change sont estimées à 170 milliards de dollars et le fonds de régulation des recettes (FRR) à 50 milliards de dollars mais il est important que la gestion de ces réserves doit être optimisée pour une meilleure rentabilisation.

3. La période allant de 2010 à 2018 : une nouvelle vision de l'avenir

Après une épopée due à la favorable augmentation des prix des hydrocarbures, qui a permis l'augmentation du montant des réserves de changes la vulnérabilité des finances publiques s'est faite sentir dès la chute brutale de ces prix .En effet ,nous constatons en 2014 la chute de la fiscalité pétrolière de -7,9% et de -32,9% en 2015. Cette situation bien alarmante a entraîné un important déficit budgétaire et le recours de plus en plus au Fond de régulation des recettes (F.R.R). Le dilemme rationalité des ressources ,concrétisation des investissements en cours et le maintien d'une vie sociale descente resurgi de nouveau. En effet le taux d'accroissement du PIB hors hydrocarbures affiche un pic en 2013 de 7.3% contre une nette diminution de 2014 (5.6%) à 2016 (2%). Ce constat fait ressortir l'impact de la volatilité des prix internationaux sur les hydrocarbures qui se répercute défavorablement sur la situation de notre économie.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB, de la PIB et du PIB hors hydrocarbures (PIB_HH) sur la période 2011 à 2016 :

Tableau N°7 :Taux d'accroissement de la PIB et du PIB

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
La PIB	2.5	3.2	2.5	3.7	3.7	3.7
PIB H.H	6.1	7.2	7.3	5.6	5	02
Le PIB	2.9	3.4	2.8	3.8	3.7	3.3

Source: ONS

3.1 Les objectifs de développement pour le troisième millénaire :

Pour sortir de l'engrenage de dépendance aux rentes pétrolières qui caractérise le modèle de fonctionnement de l'économie, les autorités ont adopté en 2016 un nouveau modèle de croissance économique visant à réduire le déficit budgétaire et à diversifier les sources de financement de l'économie.

Selon le rapport national sur les objectifs du millénaire pour le développement, la réalisation des objectifs renvoie à autant de contraintes que de moyens à mobiliser et à mettre en œuvre dans des délais requis...Néanmoins plusieurs objectifs sont tracés et à réaliser pour 2019 ou à l'horizon 2030.

Nous pouvons les synthétiser comme suit (Ministère des Finances .2016)¹³ :

a/Dans son volet budgétaire, le Nouveau modèle de croissance met en exergue les objectifs ci-après à l'horizon 2019:

- une amélioration des recettes de la fiscalité ordinaire de sorte qu'elle puisse couvrir, l'essentiel des dépenses de fonctionnement,
- une réduction sensible du déficit du Trésor à la même échéance,
- et une mobilisation des ressources additionnelles nécessaires sur le marché financier interne.

b/Dans son volet diversification et transformation de l'économie, le Nouveau Modèle de croissance définit des objectifs cibles à atteindre sur la période 2020-2030:

- Une trajectoire soutenue de croissance du PIB hors hydrocarbures, de 6.5% par an sur la période 2020-2030
- Une élévation sensible du revenu du PIB par habitant qui devrait être multiplié par 2,3 fois
- Un doublement de la part de l'industrie manufacturière, en termes de valeur ajoutée (de 5.3% en 2015 à 10 % du PIB à l'horizon 2030) ;
- Une modernisation du secteur agricole permettant d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de réaliser son potentiel de diversification des exportations ;

- Une transition énergétique permettant notamment de diviser par deux le taux de croissance annuel de la consommation interne d'énergie (de +6% par an en 2015 à +3% par an à l'horizon 2030);
- Une diversification des exportations permettant de soutenir le financement de la croissance économique accélérée.

Ce tracé relate la nette volonté des autorités à sortir de la dépendance de la rente pétrolière avec une réorientation de réforme rigoureuse qui vise d'une part un ajustement budgétaire qui préserve le caractère social de l'économie nationale et d'autre part un financement rationnel et efficace de l'investissement sans toutefois ignorer la concrétisations des équilibres macroéconomiques .La vision à long terme suppose trois phases de croissance :(Ministère des Finances .2016)¹⁴

- **La phase de décollage** (2016-2019) qui sera marquée par une évolution de la part des différents secteurs dans la valeur ajoutée vers leur niveau cible.
- **La phase de transition** (2020 -2025) qui permettra la réalisation du potentiel de rattrapage de l'économie
- **La phase dite de stabilisation** ou de convergence (2026-2030), à la fin de laquelle l'économie nationale épuise son potentiel de rattrapage et les différentes variables de l'économie convergeront vers leur valeur d'équilibre.

La concrétisation de ces objectifs demeure tributaire de la volatilité des prix des hydrocarbures comme un malaise qui affecte continuellement la colonne vertébrale. Après leur chute à 40,6 dollars le baril au premier semestre de 2016, les prix du pétrole n'ont cessé de se raffermir pour passer à 50,9 dollars, en moyenne, au premier semestre de 2017 (57,5 dollars au second semestre de 2017).et atteindre 71,8 dollars au premier semestre de 2018. Quant aux exportations hors hydrocarbures, structurellement faibles et peu diversifiées, elles ont connu une nette progression de près de 51,2 % entre le premier semestre de 2017 et celui de 2018, passant de 0,679 à 1,027 milliard de dollars.(Banque d'Algérie.2018)¹⁵. Ceci a conduit à la réduction du déficit de la balance commerciale de 7,9 milliards de dollars au premier semestre de 2017 à 3,6 milliards au premier semestre de 2018, soit une baisse de 54,7 % entre ces deux périodes

3.2 Assurer le financement de l'économie par le financement monétaire dit -non conventionnel :

Dans l'année en cours (2018) , dans le cadre de l'exécution du plan quinquennal, la Banque d'Algérie a déclaré dans son rapport mensuel avoir fait fonctionner la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros, afin de financer la dette publique, d'éviter une cessation du versement des salaires et pensions aux fonctionnaires et retraités et de relancer les projets à court de

financement, tout en espérant le rétablissement des déséquilibres extérieurs et budgétaires d'ici 2019 .

Le recours au financement monétaire est une nécessité selon les autorités concernées entrant dans le cadre de relance et assurer la continuité des projets en cours de réalisation et financer le déficit du Trésor Public et permet aussi le non recours aux instances étrangères. Cependant cette démarche est pour certains très délicate car elle conduit sans aucun doute à l'augmentation de l'inflation à la baisse du pouvoir d'achat et à la chute du cours du dinar algérien. De même le FMI pour sa part désapprouve le financement monétaire et encourage au choix d'autres modes de financement notamment celui du partenariat public –privé, et l'assouplissement de la règle 51-49 régissant les investissements directs étrangers (IDE) entre autre.

CONCLUSION

Il est difficile d'assurer une stabilité macroéconomique interne dans un environnement international instable mais il s'agit pour les autorités algériennes d'avoir comme principal défi politique pour les prochaines années, la diversification de l'économie, l'amélioration de la productivité et la forte création d'emplois reposant sur un nouveau modèle de croissance qui doit être plus à l'abri de la volatilité des prix du pétrole.

Selon plusieurs auteurs, et face à l'absence de choix stratégiques, il porte à croire que le rythme de mise en œuvre des réformes structurelles selon les exigences d'une économie de marché demeure inquiétant. La réalisation d'une croissance équilibrée de l'économie et la concrétisation des différents objectifs exigent qu'une quantité adéquate de moyens de paiement soit mise à la disposition des agents économiques.

La mise en place d'un véritable marché financier, l'amélioration de la situation financière des entreprises publiques, la modification des comportements des agents économiques à l'égard des réformes actuelles constituent un atout important dans la transformation du mode de financement de l'activité économique nationale.

Aussi, il serait peut-être pratique de prendre en considération certaines recherches qui mettraient vers l'avant et pulsant l'avenir de notre pays que ce soit dans le développement durable, dans le domaine de l'agriculture etc...

Références bibliographiques:**Livres :**

Benissad M.E – la Réforme économique en Algérie – O.P.U 1989.

Bouzidi A : Les années 90 de l'économie Algérienne Ed E N A G 1999

Jésabel Couppey-Soubeyran : Monnaie, Banques, finance. 2ème Edit. Puf. année 2012. P.299

Naas Abdelkrim.-Le système bancaire algérien-de la décolonisation à l'économie de marché-Edit-Maisonneuve & Larose-2003-

Revues :

Revue l'économie n°05. juin 1993. . A.P.S

Revue l'économie n°14-mai 1994-M.Abdelwahab Keramane : accord Algérie-FMI-.

Revue l'économie- n°14/mai 1994-Chaib Bounoua :la crise financière de l'entreprise publique algérienne..

Revue CREAD : n°46/1998 Fatima Zohra Oufriha 'ajustement structurel, stabilisation et politique monétaire en Algérie.

Revue CREAD n°46/1998 -Mohamed Medjkoune ' ajustement structurel, emploi et chômage en Algérie'

Revue Media- Bank n°21- décembre 95/ dec.1996. p.6 « Indicateurs monétaires- Tendances monétaires et financières ».

Revue des Sciences Economiques de Gestion et de Commerce. n°10-2004 - Messaoud Medjitna "Caractéristiques essentielles actuelles de l'économie Algérienne.

Rapports et documents :

Bulletin trimestriels des indicateurs monétaires et financiers « bulletin 1^{er} semestre 2018. Banque d'Algérie.

Office Nationale des Statistiques

Ministère des Finances « un nouveau modèle de croissance »juillet 2016

Document de la Banque Mondiale « portant sur le nouveau dispositif de coopération 2011-2014

Les quotidiens : le quotidien Liberté in du 21/10/2010:M.Laksaci :tendances monétaires selon la Banque d'Algérie.

Sites web :

M.Mebtoul « Crise financière internationale, chute du cours du pétrole et ses répercussions sur l'économie algérienne ». http://www.alterinfo.net/crise-fiannciere-internationale-et-impact-sur-l-economie-algerienne_a26682.html / Dimanche 10 Février 2019/20:34

RENVOS :

1 BOUZIDI Abdelmajid- les années 90 de l'»économie algérienne –edit-ENAG-1999-P164

2 Jésabel Couppey-Soubeyran : Monnaie, Banques, finance.2emeEdit.Puf.année 2012.P.299

3 M. Abdelwahab Keramane « accord Algérie – F.M.I » in revue l'économie n  14 mai 1994.p10 .Agence Algérie Presse Service.

4 Mohamed Medjkoune ‘ ajustement structurel, emploi et chômage en Algérie’ in les cahiers du CREAD n  46/1998 P155

5 Revue Media- Bank n  21- décembre 95/ dec.1996. p.6 « Indicateurs monétaires- Tendances monétaires et financières ».

6 Revue Media- Bank n  21- décembre 95/ dec.1996. p.6 « Indicateurs monétaires- Tendances monétaires et financières ».

7 Fatima Zohra Oufriha ‘ajustement structurel, stabilisation et politique monétaire en Algérie ‘.In les cahiers du CREAD n  46/1998P183

8 CHAIB BOUNOUA « la crise financière de l'entreprise publique algérienne » in revue l'économie n  14 . mai 1994. p. 19.

9 Messaoud.Medjitna. « Caractéristiques essentielles de l'économie algérienne –In revue des Sciences Economiques de gestion et de commerce .N  10.2004 P.18

10 M.Mebtoul « Crise financière internationale, chute du cours du pétrole et ses répercussions sur l'économie algérienne ». [http:// www.alterinfo.net/crise-fiannciere-internationale-et-impact-sur-l-economie-algerienne_a26682.html](http://www.alterinfo.net/crise-fiannciere-internationale-et-impact-sur-l-economie-algerienne_a26682.html) / Dimanche 10 Février 2019/20:34

11 M.Laksaci : tendances monétaires -in le quotidien Liberté du 21/10/2010

12 Document de la Banque Mondiale « portant sur le nouveau dispositif de coopération 2011-2014

13 Ministère des Finances « un nouveau modèle de croissance »juillet 2016

14 Ministère des Finances « un nouveau modèle de croissance »juillet 2016

15 Banque D'ALGERIE « bulletin 1  r semestre 2018.P1